

<http://cdurable.info/COP24-le-temps-de-l-action.html>

Une conférence décisive pour limiter le réchauffement
climatique à 1,5°C

COP24 : le temps de l'action !

- Développement Durable en action -



COP24·KATOWICE 2018
KONFERENCJA NARODÓW ZJEDNOCZONYCH
W SPRAWIE ZMIAN KLIMATU

Date de mise en ligne : jeudi 29 novembre 2018

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous

droits réservés

L'une des tâches les plus importantes de la vingt-quatrième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP24) consistera à élaborer et adopter un ensemble de décisions garantissant la pleine application de l'Accord de Paris, conformément aux décisions adoptées à Paris (COP21) et à Marrakech (CMA1.1). En outre, la COP24 inclura le « dialogue de facilitation » destiné à soutenir la mise en oeuvre des engagements nationaux.

Au cours du sommet sur le climat de 2018, la Pologne voudrait montrer comment la neutralité en termes d'émissions de gaz à effet de serre, c'est-à-dire un équilibre entre les émissions de CO2 et sa séquestration par les sols et les forêts, peut être atteinte.

CDURABLE.info publiera les avis, commentaires et contributions des parties prenantes à cette conférence, décisive pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C.

Sommaire

- [RAC-F](#)
- [COP24 NON OFFICIELLE](#)
- [COP24 : Trois conditions \(...\)](#)
- [Comité 21](#)
- [WWF : l'inaction n'est plus](#)

RAC-F



LES ÉTATS FACE À LEURS RESPONSABILITÉS

La COP24 se tiendra du 2 au 14 décembre prochain, à Katowice, en Pologne. Les États seront face à leurs responsabilités : si certains continuent à tourner le dos à la coopération internationale sur le climat, l'augmentation de la concentration de CO2 dans l'atmosphère, les impacts croissants du dérèglement climatique et les conclusions de la science sont désormais connus et visibles par tous. Le rapport du GIEC est indéniable : il reste au mieux une décennie pour accélérer drastiquement les efforts de lutte contre le dérèglement climatique et limiter le réchauffement mondial à 1,5°C.

La COP24 doit être le moment d'une réponse internationale pour faire face aux incohérences croissantes de la trajectoire climatique mondiale et pour rendre crédible l'accord mondial pour le climat. Face au besoin urgent d'accélérer l'action climatique avant 2020, un réel leadership sur le climat ne pourra être défini que par une diplomatie active, accompagnée de mesures nationales cohérentes et ambitieuses, en France comme dans l'Union

européenne.

[▶ Le DOSSIER - COP24 des ONG](#)



[▶ Réseau Action Climat de France](#)

COP24 NON OFFICIELLE

UNE COP CITOYENNE QUI VA SE TENIR EN PARALLÈLE DE LA COP24



Malgré l'urgence climatique et tous les rapports alarmants du GIEC, pas un seul des 197 pays signataires n'est aligné sur les objectifs nécessaires de la COP 21, limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. « *Chaque demi degré compte* ». Sans la pression des citoyens cette COP risque d'être un non événement et un nouveau rendez-vous manqué alors qu'il y a urgence à agir.

COP24 Non Officielle : Une action de lobbying citoyen pour faire pression par le nombre et sortir de l'immobilisme face à l'urgence climatique.

Nous croyons au lobbying citoyen et à la puissance du nombre pour faire levier. Notre intention est de donner à chaque citoyen l'envie d'exercer son droit de regard sur les travaux de la prochaine COP24. Nous ne pouvons plus déléguer aveuglement à nos dirigeants la responsabilité d'agir pour notre avenir commun. Nous devons leur faire comprendre que nous serons présents à Katowice, attentifs et décidés à leur demander des avancées concrètes. « *Climate change* » dit la signature de la COP24. Nous sommes en droits de poser la question : « *How ? When ?* »

Chaque citoyen de notre planète peut devenir Membre Officiel de la COP24 Non Officielle. Sauf Donald Trump parce qu'il veut sortir des accords de Paris alors que les États-Unis sont le second pays le plus émetteur de la planète.

COP24 Non Officielle : Une campagne qui appartient à tous et qui n'a pas de centre.

Avec les Marches pour le climat, un mouvement pour se coordonner, fédérer les énergies et gagner en visibilité est amorcé. Nous voulons l'encourager, le prolonger sur les réseaux sociaux et dans la société pour mobiliser le plus grand nombre, en particulier, le public peu informé et non politisé qui reste encore sur la réserve. (

Avec cette nouvelle façon de faire, nous voulons augmenter la coordination et les interconnexions entre les associations, comités citoyens, ONG, experts, personnalités pour créer **une caisse de résonance** et générer un effet de masse capable de toucher un public large. Il s'agit en même temps de s'adresser aux médias, aux acteurs économiques et aux décideurs politiques. Ce sera aussi l'occasion de mettre en valeur les actions des associations et les initiatives citoyennes qui sont nombreuses pour donner envie à ce public nouveau de s'impliquer dans une nouvelle manière de faire société.

COP24 Non Officielle : Encourager le public mobilisé à soutenir 3 grands types d'actions : de lobbying citoyen.

- ▶ Les actions en justice menées par des enfants contre des états
- ▶ Les actions locales menées par des citoyens et les initiatives collectives
- ▶ Les actions incitatives et juridiques pour rendre les engagements de Paris contraignants et effectifs rapidement en matière de réduction des émissions (-50% à horizon 2030...) .(

LE PROGRAMME DE LA COP24 NON OFFICIELLE



COP24 · KATOWICE 2018

Interpeller le grand public : Pourquoi Katowice ?

Katowice (Pologne) est la capitale européenne du charbon. On peut s'étonner du choix de cette ville pour une conférence destinée à lutter contre le réchauffement climatique. Sur le site de la COP24, on trouve une photo de cette ville mais elle est tellement retouchée qu'on croirait voir une image de programme immobilier. Or, il suffit de taper sur le web « Katowice smog » pour en avoir une toute autre vision.

Si la COP24 a lieu en Pologne, on peut supposer qu'elle a comme objectif d'inciter le gouvernement polonais à modifier sa poli(que énergétique. En tous cas, nous avons le droit de lui poser la question. Et nous sommes aussi en droit d'attendre une réponse.

Informier le grand public : Les enjeux de la COP dans un langage accessible à tous

Nous ne cherchons pas à cibler la Pologne en particulier. Ce serait même injuste quand on voit le peu d'empressement des autres pays à enclencher des mesures pour lutter contre l'urgence climatique. Notre intention

est d'ouvrir une conversation par cette voie pour parler entre citoyens responsables de tous les sujets qui seront abordés pendant cette COP.

UNE CAMPAGNE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX AVEC UN JT Officiel de la COP24 NON OFFICIELLE EN LIVE

Nous allons suivre les thèmes de la COP chaque jour sur Twitter et Facebook et décrypter les enjeux (chaque soir dans notre JT)

Notre ligne éditoriale comporte 4 grandes rubriques :

- ▶ 1. Poser chaque jour une question à la COP24 que chacun pourra relayer
- ▶ 2. Relayer les actions menées par les associations (en France ou à l'international) pour donner envie aux citoyens, acteurs et décideurs de les soutenir et les partager
- ▶ 3. Mettre en valeur des initiatives citoyennes (en France ou à l'international) qui soient inspirantes, qui montrent que des citoyens agissent chaque jour et qu'une « *révolution tranquille* », est en cours
- ▶ 4. Proposer un décryptage des enjeux de la COP24 dans des termes clairs pour un public non initié.

Les marraines et les parrains de la Cop24 Non Officielle



- Corine LEPAGE
- Dominique BOURG
- Jean JOUZEL
- Sandrine ROUDAUT-ROTILLON
- Pierre LARROUTUROU
- Jean-Marc BARR
- Isabelle DELANNOY
- Jean-Marc JANCOVICI
- Françoise COUTANT
- Ronan DANTEC
- Bérengère BATIOT
- Jean-Pierre GOUX

Associations et comités citoyens

- Le collectif citoyen pour le climat
- Reforest'action
- Ecocentre la ferme dans les arbres
- Climates
- UCIT

- Calefait pour la planète
- Coopérative Graines de vie
- Monnaie locale les blés
- Gretz en transition
- Association Moulin du Pont rû
- Assemblée virtuelle
- Association 4D
- Agrodurable
- LPO
- Ethic Ocean
- Expedition MED
- WWF
- Fondation mais oui
- Unlimities cities
- 7 Billiards d'Urbanistes
- Le bois gourmand
- Résistance climatique
- En'jeux communs
- Place des faites
- Bio vivre en brie
- Notre constitution écologique (70 associations)
- Semaine sans pesticide (34 ONG)
- Réseau transition 2030 (30 groupes)
- Réseau Action Climat (22 ONG)
- Lil'eau
- A tree for you

Qui sommes-nous ?

Nous sommes des citoyennes et citoyens, conscients de l'effondrement des écosystèmes et de l'urgence climatique et de leurs conséquences sociétales.

Depuis longtemps nous sommes engagés au quotidien pour la transformation de notre société, pour qu'elle soit plus écologiste et solidaire. Nous pensions être des milliers. Nous sommes en réalité des millions.

Twitter : @NonOffCOP24
#COP24NONOFFICIAL
#Wearelastclimatechance

COP24 : Trois conditions à remplir pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, selon le Boston Consulting Group

Trois ans après l'accord de Paris, la COP24, qui s'ouvre ce dimanche à Katowice (Pologne), revêt une importance particulière. En effet, selon le Boston Consulting Group ([The Economic Case for Combating Climate Change](#)), les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, Le Brésil, la Russie, l'Allemagne et l'Afrique du Sud ne pourront pas atteindre leurs objectifs de réduction de gaz à effet de serre avec leurs politiques actuelles, alors qu'ils sont responsables de 60% des émissions. Pour limiter le réchauffement climatique sous le seuil des 2°C, une nouvelle impulsion doit être donnée : BCG estime à 75 trillions de dollars les investissements nécessaires à l'échelle internationale d'ici à 2050 - soit 2 à 6% du PIB annuel par pays.

Le cabinet met en avant trois conditions :

1. Les impératifs écologique et économique doivent être réconciliés : contre toute attente, et même si les efforts étaient menés de façon unilatérale par un pays, une part importante des investissements dédiés à la réduction des émissions pourraient entraîner une accélération de la croissance économique de ce pays. Celle-ci serait principalement liée à une plus grande efficacité énergétique et aux économies permises par l'abandon des énergies fossiles.
2. Les entreprises doivent jouer un rôle décisif dans la transition écologique : la plupart des pays ayant signé les Accords de Paris pourraient atteindre 75 à 90% de leur objectif de diminution des émissions de gaz à effet de serre en s'appuyant sur des technologies d'ores-et-déjà existantes. Pour cela, les entreprises doivent focaliser leur R&D sur des solutions énergétiquement efficaces, les entreprises doivent jouer un rôle décisif.
3. Les économies émergentes devront être soutenues dans leurs investissements pour réduire leur dépendance aux combustibles fossiles : les économies émergentes représentent plus d'un tiers de la capacité mondiale de production d'électricité à partir de combustibles fossiles ; leur part devrait dépasser 45% d'ici 2040. Or, pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris, elles devront investir une part trop importante de leur PIB alors qu'elles sont confrontées à la pression d'investir dans les infrastructures, la santé, l'éducation, voire la nutrition de leur population.

A propos du Boston Consulting Group

Le BCG est un cabinet international de conseil en management et le leader mondial du conseil en stratégie d'entreprise. Nous travaillons avec des clients de tous les secteurs partout dans le monde pour identifier ensemble les meilleures opportunités, les aider à affronter leurs défis et faire évoluer leurs activités. A travers une approche personnalisée, nous leur apportons notre vision de la dynamique des entreprises et des marchés ainsi que notre expertise à chaque niveau de leur organisation. Nous leur garantissons ainsi un avantage concurrentiel durable, des organisations plus performantes et des résultats pérennes. Fondé en 1963, le BCG est une entreprise privée présente dans 50 pays avec 90 bureaux.

 www.bcg.fr

Comité 21



3 questions à Brigitte Collet, Ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique, pour les énergies renouvelables et la prévention des risques climatiques

La COP24 s'ouvre le 2 décembre prochain à Katowice, quels sont pour vous les enjeux majeurs de cette négociation à venir ?

Nous attendons trois résultats de la COP24 : l'adoption des règles d'application de l'accord de Paris ; une réaction des Etats au nouveau signal d'alarme que nous a adressé le GIEC ; enfin, l'accélération de l'action.

La COP24 sera un rendez-vous capital pour garantir l'efficacité de l'accord de Paris et de l'action climatique globale dans un contexte d'extrême urgence.

Les négociations des règles d'application de l'accord de Paris progressent mais sont complexes et délicates, notamment sur deux sujets.

D'abord, la question de la différenciation des obligations entre pays développés et pays en développement.

Elle était stricte jusqu'à présent et doit s'effacer pour aboutir à un régime commun mais qui présente les flexibilités nécessaires pour permettre aux pays qui n'en ont pas la capacité de la développer progressivement.

Cette flexibilité ne doit, bien évidemment, pas nuire à l'ambition de l'accord.

L'autre grand sujet est celui des financements, essentiels pour que les pays en développement, en particulier les plus pauvres et vulnérables, puissent mener leur action climatique.

Le 11 décembre le Dialogue Talanoa permettra aux ministres de faire un premier bilan de l'action trois ans après la COP21 et d'évaluer le chemin à parcourir pour tenir les objectifs de l'accord de Paris.

Ils le feront sur la base du rapport du GIEC sur l'impact d'un réchauffement de 1,5°C, dont nous devons tirer les conséquences en rehaussant le niveau d'ambition des NDC d'ici 2020, et pour ce qui nous concerne celui de la NDC européenne.

Enfin, nous soutiendrons les initiatives qui permettent d'accélérer l'action, qu'elles soient le fait des collectivités locales, des entreprises, des financiers ou des Etats.

Nous mettrons ainsi en valeur celles lancées lors du One Planet Summit.



Avez-vous bon espoir que les négociations aboutissent à des accords sur ces questions malgré la montée en puissance de gouvernements de plus en plus ouvertement climatosceptiques et/ou de plus en plus tournés vers leurs intérêts nationaux court-termistes ?

J'ai bon espoir parce que l'accord de Paris est considéré par l'immense majorité comme la meilleure feuille de route pour faire face à une menace qu'on ne peut combattre seul, ni par des mesures de court-terme.

Il est déjà quasi-universel avec 184 Parties (183 pays et l'UE).

Le soutien à l'accord est donc fort et aux Etats-Unis mêmes nombre d'Etats, villes, entreprises se mobilisent.

La pré-COP à Cracovie a récemment confirmé que la volonté d'adopter les règles d'application était là.

L'Union européenne et la France sont très engagées pour parvenir à des règles ambitieuses, conformes à la lettre et à l'esprit de l'accord de Paris et qui le rendront pleinement opérationnel.

Des voix montent pour réclamer plus de « transition juste ».

Comment la France conçoit-elle ce principe et le soutient-elle ?

La présidence polonaise a mis à l'ordre du jour de la COP ce thème très important de l'accompagnement du monde du travail face aux bouleversements économiques et sociaux liés à la transition écologique.

L'Union européenne soutiendra la déclaration proposée par la Pologne sur solidarité et transition juste.

La transition écologique doit en effet être solidaire alors que les effets du changement climatique affectent plus durement les plus fragiles à l'intérieur des pays mais aussi les pays les plus vulnérables.

Nous exprimons notamment cette solidarité par nos financements climat à destination des pays en développement, qui augmentent progressivement et atteindront 5 milliards d'euros annuels d'ici 2020, avec une part renforcée pour l'adaptation, essentielle pour les plus vulnérables.

Rapport de la Commission européenne : où en est-on dans la mise en oeuvre de la stratégie de l'UE sur l'adaptation ?



Le 12 novembre dernier, la Commission européenne a publié un rapport sur la mise en oeuvre de la stratégie de l'UE relative à l'adaptation au changement climatique.

En préambule, ce document pose le constat selon lequel les changements observés ont déjà un impact notable sur les écosystèmes, la santé humaine, ainsi que sur de nombreux secteurs économiques en Europe.

Ainsi, la Commission Européenne rappelle que, dans le scénario d'un maintien du statu quo, ces détériorations pourraient largement s'aggraver du seul fait du changement climatique, notamment dans les secteurs de l'industrie, des transports et de l'énergie.

De plus, s'il est urgent de trouver des solutions à l'échelle européenne pour s'adapter aux changements climatiques, la Commission démontre que les risques liés à ce phénomène dépassent largement les frontières de l'UE, notamment par le biais du commerce, des flux financiers ou encore des migrations.

Ainsi, considérer l'adaptation comme un « bien public mondial » pourrait aider à mieux gérer les risques transfrontaliers et à renforcer la coopération internationale.

Ce document a pour tâche d'évaluer la mise en oeuvre concrète de cette stratégie européenne, définie en 2013.

Cette dernière comptait en effet trois objectifs à atteindre : augmenter la résilience des pays, régions et villes de l'UE ; éclairer la prise de décision au sujet de l'adaptation ; renforcer la résilience des secteurs clés vulnérables et des politiques de l'UE s'y rapportant.

Depuis, si ces objectifs n'ont pas été complètement remplis, le rapport souligne qu'ils ont été poursuivis dans un grand nombre de secteurs et ont permis de nombreux progrès.

Le nombre d'Etats membres mettant en application la stratégie est notamment passé de 15 à 25 de 2013 à 2018. Les résultats de l'évaluation démontrent également qu'elle apporte une valeur ajoutée à tous les efforts locaux, régionaux et nationaux sur l'adaptation tout en conservant un avantage économique notable.

Selon la Commission Européenne, cette stratégie a finalement permis de faire de l'adaptation un repère d'orientation pour de nombreuses politiques et programmes européens.

▶ [Télécharger le RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur la mise en oeuvre de la stratégie de l'UE relative à l'adaptation au changement climatique](#). 22 pages.

▶ [Pour en savoir plus](#)

▶ www.comite21.org

WWF : l'inaction n'est plus une option



Alors que l'ONU Environnement vient de révéler que les émissions mondiales de CO2 ont à nouveau augmenté en 2017 après trois années de stagnation [1], quelques semaines seulement après l'alerte lancée par le GIEC, la COP24, qui se tiendra du 2 au 14 décembre en à Katowice en Pologne, doit absolument conduire les Etats à agir pour revoir à la hausse leurs engagements pris à la COP21.

A quelques jours de l'ouverture de la COP24, le WWF France fait le point sur les enjeux de cette conférence décisive pour parvenir à contenir le réchauffement climatique à 1,5°C.

Les négociations : définir les règles du jeu et revoir à la hausse les engagements

Comme l'a révélé hier l'ONU Environnement, les engagements de réduction des émissions pris par les Etats ne sont pas suffisants et nous conduisent à un réchauffement d'environ 3°C par rapport aux niveaux préindustriels. Les Etats doivent doubler, voire tripler, leurs engagements d'ici 2030 pour avoir une chance de contenir le réchauffement climatique respectivement à 2°C et 1,5°C.

Pour le WWF France, les principaux enjeux de cette COP24 sont à la fois la définition des règles d'application de l'Accord de Paris (règles de différenciation, contributions, révision et mise en oeuvre des NDCIs) et la revue à la hausse de l'ambition climatique de la part des Etats. C'est donc non seulement l'application de l'Accord de Paris qui se joue, mais la crédibilité de son fonctionnement et la réelle possibilité de contenir le réchauffement planétaire à 1,5°C. Or, le GIEC a clairement illustré dans son rapport spécial les impacts que pourrait avoir ce demi degré en plus pour l'humanité et la nature.

Une autre question cruciale à laquelle devront répondre les Etats est celle de l'adaptation au changement climatique,

avec notamment la nécessité de revoir à la hausse les financements, car les pays font d'ores et déjà face aux effets d'un réchauffement mondial moyen de 1°C.

Si la France a affirmé son leadership en matière de climat sur la scène internationale, elle peine en revanche à respecter ses engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre (qui ont dépassé en 2017 de 6,7% le seuil fixé par l'Etat) et à intégrer et mettre en oeuvre les objectifs de l'Accord de Paris dans ses politiques climatiques et énergétiques, malgré un Plan Climat prometteur.

Les grandes orientations de la politique énergétique annoncées hier par le président de la République et le gouvernement révèlent encore une fois ce décalage entre la gravité du constat et l'absence de mesures concrètes pour y répondre.

Lutter contre le changement climatique, c'est agir pour la paix

Elévation du niveau de la mer, désertification, perte d'habitats naturels et d'espèces, diminution des calottes glaciaires, événements climatiques extrêmes : voici ce à quoi ressemblera un monde à +2°C, avec des impacts majeurs sur la santé, la croissance économique et la sécurité. Les questions climatiques et environnementales sont donc au coeur de la stabilité mondiale au XXIe siècle.

Pour mieux anticiper et prévenir ces conflits potentiels, le WWF France préconise dans son [rapport Soutenabilité, Stabilité, Sécurité \(3S\)](#) de stress-tester l'évolution de la conflictualité de certaines régions du monde (Sahel et Asie du Sud-Est notamment) dans l'hypothèse d'un réchauffement climatique de 1.5, 2, 3, ou 4 °C. Ces stress-tests peuvent permettre d'orienter au mieux les investissements d'adaptation dans les régions les plus vulnérables.

A l'occasion de la COP24, le WWF France publiera un premier travail prospectif sur le bassin du Lac Tchad pour illustrer les différents scénarios possibles d'évolution de la situation sécuritaire de la région.

S'appuyer sur la mobilisation des acteurs de la société civile

Face à l'urgence et à l'inaction des Etats, des milliers d'acteurs de la société civile ont déjà pris la mesure du défi qui nous attend et ont commencé à agir à leur niveau pour réduire leur impact sur la planète et sur le climat.

A ce jour, près de 500 entreprises implantées dans 39 pays, directement responsables d'un volume d'émissions de gaz à effet équivalent aux émissions annuelles de l'Allemagne, se sont engagées à travailler sur une réduction d'émissions de CO2 alignée avec l'Accord de Paris dans le cadre de [l'initiative mondiale Science-based Targets \(SBT\)](#) lancée au moment de la COP21 par plusieurs organisations dont le WWF. La France est le 4ème pays le plus représenté dans l'initiative avec une trentaine d'entreprises.

Les collectivités locales sont aussi en première ligne dans l'action climatique, comme la Métropole de Rouen Normandie qui, avec l'appui du WWF France, va conclure ce jeudi l'Accord de Rouen pour le climat, après un an de mobilisation des différents acteurs. Néanmoins, à l'heure de la révision de leurs Plans Climat, les collectivités doivent encore accélérer leurs efforts pour respecter les objectifs de l'Accord de Paris, comme l'a illustré le WWF France dans [son étude "Le défi climatique des villes"](#).

Les citoyens de leur côté se mobilisent fortement sur ces enjeux avec une multiplication d'initiatives et d'appels. En pleine COP24, le 8 décembre prochain, les citoyens du monde entier se donneront rendez-vous dans plus de 70 villes pour faire entendre leur voix face à l'urgence climatique. Le WWF France rejoindra cette grande mobilisation

avec ses bénévoles et sympathisants à Paris, Lille, Rouen et Montpellier.

Les Français sont aussi prêts à changer leurs modes de vie et à passer à l'action. Le WWF France a lancé il y a deux semaines l'application [WAG - We Act for Good](#), un programme d'accompagnement au changement qui propose des actions concrètes aux citoyens qui souhaitent agir au quotidien, qui a déjà atteint plus de 100 000 téléchargements. Cette application permet à chacun de reprendre le pouvoir sur sa consommation grâce à des défis, conseils et astuces en matière d'alimentation, de transport, de zéro déchet, de Do It Yourself et d'énergie [2].

"Scientifiques, entreprises, citoyens, ONG : nous assistons à une mobilisation historique pour le climat. Or, face à ces appels et à l'urgence climatique, ce sont encore les petits pas en avant et en arrière d'une majorité d'Etats qui nous empêchent de passer à l'action et risquent de nous conduire dans les années à venir à une accélération du dérèglement climatique. L'inaction n'est plus option tant elle devient risquée. A la COP24, les Etats doivent prendre enfin leurs responsabilités et agir en connaissance de cause. Le WWF France attend notamment que l'Union européenne fasse preuve de cohésion pour aligner son ambition avec l'Accord de Paris et que la France impulse cette action."

Pierre Cannet, Responsable des programmes Climat Énergie et Villes durables au WWF France

A propos du WWF

Le WWF est l'une des toutes premières organisations indépendantes de protection de l'environnement dans le monde. Avec un réseau actif dans plus de 100 pays et fort du soutien de 6 millions de membres, le WWF oeuvre pour mettre un frein à la dégradation de l'environnement naturel de la planète et construire un avenir où les humains vivent en harmonie avec la nature, en conservant la diversité biologique mondiale, en assurant une utilisation soutenable des ressources naturelles renouvelables et en faisant la promotion de la réduction de la pollution et du gaspillage.

Depuis 1973, le WWF France agit au quotidien afin d'offrir aux générations futures une planète vivante. Avec ses bénévoles et le soutien de ses 220 000 donateurs, le WWF France mène des actions concrètes pour sauvegarder les milieux naturels et leurs espèces, assurer la promotion de modes de vie durables, former les décideurs, accompagner les entreprises dans la réduction de leur empreinte écologique et éduquer les jeunes publics. Mais pour que le changement soit acceptable il ne peut passer que par le respect de chacune et chacun. C'est la raison pour laquelle la philosophie du WWF est fondée sur le dialogue et l'action.

 www.wwf.fr

Post-scriptum :

 [Voir aussi le documentaire "La planète est-elle \(vraiment\) foutue ?" diffusée sur C8 le 12/12/2018](#)

[1] Selon le rapport "Emission Gap", publié par l'ONU Environnement le 27 novembre 2018

[2] Développé par le WWF France avec le soutien de l'ADEME, la MAIF et La Poste, WAG est un programme sur-mesure unique, simple d'utilisation et totalement gratuit qui donne une portée collective à toutes les actions individuelles.